

To be or not to be... dans l'Euroland ?¹

Jean-Marie Harribey

30 avril 2014

L'élection prochaine du parlement européen relance le débat sur l'euro et la construction européenne : plusieurs livres² se positionnent de manière assez radicale, au vu de l'ampleur de la crise qui frappe peu ou prou la plupart des pays membres de l'Union européenne, qui sont au bord de la déflation, et aussi au vu du refus de leurs dirigeants de se défaire des dogmes qu'ils ont imposés : pacte budgétaire³, règle d'or, maintien de la règle interdisant à la Banque centrale européenne de prêter directement aux États, mécanisme européen de stabilité fondé sur les emprunts auprès des marchés financiers.

La question est désormais ouvertement posée : la sortie de l'Union économique et monétaire, voire de l'Union européenne, faciliterait-elle la résolution des problèmes économiques et sociaux dans lesquels nous sommes englués ?

Nombre de voix, de tous bords, plaident en ce sens. Même Bernard Maris annonce qu'il « vire sa cuti ».⁴ Il faut dire que le constat est sans appel. Au regard des objectifs affichés de coopération, de rapprochement entre les pays membres, de protection contre les déséquilibres, notamment financiers, venant du reste du monde, de plein emploi, de convergence des droits sociaux par le haut, et d'innovation en matière de transition écologique, c'est l'échec le plus complet.

Pire, l'intégration de l'UE dans le processus de financiarisation du capitalisme mondial l'a précipitée dans une crise majeure qui a pris la forme d'un endettement colossal des États, à cause, d'une part, des multiples allègements fiscaux accordés aux classes possédantes et, d'autre part, de l'endossement des dettes privées accumulées dans les banques. Dès lors, l'euro est un facteur de divergence et d'éclatement : les écarts de productivité du travail s'accroissent et les grandes entreprises jouent des faibles coûts du travail dans les pays d'Europe centrale récemment intégrés.

Depuis sept ans, la réaction des gouvernements est d'instaurer des politiques d'austérité draconiennes et de tester jusqu'à quel point la remise en cause des droits sociaux peut aller : c'est la déflation salariale, forme de dévaluation interne se substituant à la dévaluation monétaire. Trois maîtres-mots se sont incrustés dans la novlangue néolibérale : réformes structurelles, baisse du coût du travail et compétitivité. Pendant ce temps, le versement de dividendes aux actionnaires s'accroît, même, comme en France, lorsque la rentabilité des entreprises s'émousse.

¹ Une version abrégée de ce texte est parue dans *Libération*, 5 mai 2014.

² Parmi eux : Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012 ; Cédric Durand (dir.), *En finir avec l'Europe*, La Fabrique, 2013 ; Aurélien Bernier, *La gauche radicale et ses tabous, Pourquoi le Front de gauche échoue face au Front national*, Seuil, 2014 ; Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Béatrice Mathieu, Laura Raim, *Casser l'euro pour sauver l'Europe*, LLL, 2014 ; Frédéric Lordon, *La malfaçon, Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, LLL, 2014 ; Attac et Fondation Copernic, *Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire*, LLL, 2014.

³ Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). Voir mon livre *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Le Bord de l'eau, 2014 ; ainsi que les textes : « Les 7 erreurs du pacte budgétaire », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2012/09/24/les-7-erreurs-du-pacte-budgetaire/#more-295> ; « Le TSCG : une erreur ou une forfaiture ? », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/tscg-erreur-forfaiture.pdf>.

⁴ Bernard Maris, « Je vire ma cuti (1, 2 et 3) », *Charlie Hebdo*, 9, 16 et 23 avril 2014, après s'être trompé lors de Maastricht et du TCE.

Dans ces conditions, que peut-on faire de l'euro ?⁵ L'argument principal en faveur de le quitter est de retrouver la capacité de dévaluer la monnaie nationale, assortie de la possibilité de rétablir des droits de douane aux frontières, car la monnaie unique interdit tout ajustement par le taux de change. Comme le budget européen ne permet pas de transfert, la moindre divergence d'inflation entre les pays conduit à une perte de compétitivité incontrôlable. Lorsque la crise éclate, les pays déficitaires se voient privés des entrées de capitaux compensant le déficit commercial, obligeant les États de ces pays à s'endetter encore davantage.

Mais avec une telle stratégie de sortie et de dévaluations à répétition, on ne sort pas d'une stratégie de compétitivité et de concurrence. D'une part, elle reprend implicitement l'analyse libérale selon laquelle il y aurait un problème de compétitivité-prix à résoudre par le biais de la baisse du coût salarial (par exemple, en France), alors que le vrai problème se situe hors-coût. D'autre part, la dette publique extérieure risquant d'être réévaluée en proportion de la dévaluation monétaire, les partisans de cette stratégie rétorquent qu'elle ne serait dorénavant plus libellée en euros. Or, rien n'est moins sûr⁶ et, si cela était, cela ne ferait que repousser à plus tard la pression spéculative des lobbies financiers pour exiger leur « dû », ou pour imposer des primes de risque plus élevées.⁷

On n'évitera donc pas la question de l'annulation d'une dette largement illégitime, puisqu'elle a grossi à mesure que s'amplifiait le diktat financier. Et on ne fondera pas une politique économique sur une répétition en cascade de dévaluations pour annuler le renchérissement des importations. Le pari fait par Jacques Sapir d'une répétition quasi annuelle de dévaluations qui entraîneraient une croissance économique en France de « 15 % à 22 % sur une durée de quatre ans »⁸, soit une moyenne comprise entre 3,6 % et 5,1 % par an, est totalement extravagant. Mais cette extravagance révèle la croyance au retour au modèle des Trente glorieuses sur une base nationale. C'est ne pas comprendre la nature profonde de la crise, qui est d'emblée mondiale, mêlant à la fois crise du régime d'accumulation financière et crise du productivisme, et qui appelle une rupture profonde par rapport à la logique du système, dans laquelle l'euro a certes joué son rôle, car la monnaie n'est jamais neutre, mais sans que l'on puisse en conclure qu'il en est à la racine.⁹ De plus, dans le cadre même de cette optique, comment peut-on imaginer qu'une dévaluation serait à même de reconstruire un tissu industriel aujourd'hui disparu ? Une dévaluation peut avoir une influence décisive s'il s'agit de donner un bol d'air à une industrie existante potentiellement exportatrice, mais pas pour

⁵ Le débat est déjà ancien et n'a guère été renouvelé depuis les controverses d'il y a trois ans auxquelles le lecteur peut se reporter : « Sortir de l'euro, À propos de la discussion sur la sortie de l'euro proposée par Jacques Sapir », avril 2011, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/debat-sortiedeleuro.pdf> ; « Sortir de l'euro et sortie de route », mai 2011, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/suitedebat-sortiedeleuro.pdf> ; « Démondialisation ou altermondialisme ? », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/06/07/demondialisation-ou-altermondialisme/#more-217> ; « La démondialisation heureuse ? Éléments de réponse à Frédéric Lordon et à quelques autres collègues », juin 2011, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/06/16/la-demondialisation-heureuse-elements-de-debat-et-de-reponse-a-frederic-lordon-et-a-quelques-autres-collegues/#more-218> ; « Le déficit public, est-ce un drame ? », *Regards*, octobre 2012, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/europe/deficit-drame.pdf>.

⁶ L'Argentine vit encore, douze ans après, la douloureuse expérience d'être traînée devant les tribunaux américains pour avoir violé le statut de ses dettes vis-à-vis de l'étranger.

⁷ On pourra se reporter aux chapitres 2 et 4 écrits par Michel Husson dans Attac et Fondation Copernic, *Que faire de l'Europe ?*, *op. cit.*

⁸ Jacques Sapir, « De plus en plus d'économistes se rallient à l'idée d'une sortie de l'euro », *L'Humanité*, 23 avril 2014. Ses chiffres sont tirés de Jacques Sapir, Philippe Murer et Cédric Durand, « Les scénarii de dissolution de l'euro », Fondation ResPublica, septembre 2013. http://www.fondation-respublica.org/docs/etude_euro_respublica.pdf.

⁹ Jacques Sapir écrit pourtant : « L'euro a plongé, directement et indirectement, plusieurs des pays qui l'ont adopté dans une crise profonde. », *L'Humanité*, 23 avril 2014, *op. cit.*

ressusciter une disparue ; autrement dit, une dévaluation ne constitue pas une politique industrielle, surtout quand il faut en penser la totale reconversion pour tenir compte de la crise écologique.

Nous voici donc au cœur du problème. Le traité de Maastricht fut une erreur tragique ; idem pour celui de Lisbonne en plus d'avoir été une imposture. Non pas parce que fut créée une Banque centrale européenne, mais parce que celle-ci fut mise au service exclusif de la finance et de la rente, la monnaie étant en quelque sorte privatisée, et parce qu'elle préféra sauver les banques plutôt que l'emploi. La rupture à opérer est donc par rapport à la finance et au profit maximum. Tous les gouvernements des pays européens pratiquant aujourd'hui des politiques néolibérales, le fait de revenir à des monnaies nationales ne les ferait pas devenir sociaux et écologistes, pas plus que tous les Medef d'Europe ne deviendraient des défenseurs du droit du travail ou que les actionnaires seraient moins exigeants.

En définitive, notre problème n'est pas d'abord économique, il est politique. L'illusion d'un souverainisme, fût-il de gauche, est là : croire que le retour à une gestion nationale permettrait de rétablir une souveraineté populaire qui serait en attente¹⁰. C'est malheureusement doublement faux : parce que les démocraties nationales ont été vidées peu à peu de leur contenu et que ce sont des chefs d'État ou de gouvernement soi-disant démocratiques qui prennent la plupart des décisions anti-démocratiques dans l'UE, en se contrefichant de leurs peuples ; et parce qu'il est contradictoire de croire en la spontanéité de la souveraineté nationale tout en affirmant à juste titre que la mondialisation a engendré un univers dérégulé. En réalité, il ne s'agit pas de restaurer une souveraineté populaire à portée de main, mais de la reconstruire de fond en comble. Et la reconstruire dans un contexte où l'on ne peut ignorer que le capitalisme s'est mondialisé : d'une part, l'internationale du capital existe, en termes d'intérêt de classe, et, d'autre part, beaucoup de problèmes exigeant désormais une régulation dépassant les frontières (comme la régulation climatique ou les ressources naturelles et alimentaires), on ne peut plus concevoir des politiques uniquement nationales.¹¹

Comment reconstruire cette souveraineté populaire ? Le premier pas est d'affronter le fameux « ennemi », la finance capitaliste : socialisation des banques, séparation entre elles, contrôle des mouvements de capitaux et des marchés, limitation stricte des revenus. Le deuxième est une réforme fiscale digne de ce nom. Sans ces réformes de structures minimales, le pouvoir des actionnaires et de leurs mandataires ne pourrait être affaibli. Si elles étaient

¹⁰ C'est ce que pense, à tort selon moi, Frédéric Lordon : « La solution nationale a pour propriété que les structures institutionnelles et symboliques de la souveraineté y sont toutes armées et immédiatement disponibles, c'est-à-dire instantanément réactivables, robuste vertu pratique en situation d'urgence extrême. » Il avait déjà dit la même chose en 2011 : « Quoi qu'on en pense, la solution de la reconstitution nationale de souveraineté impose son évidence parce qu'elle a sur toutes les autres l'immense mérite pratique d'être là, immédiatement disponible – moyennant évidemment les transformations structurelles qui la rendent économiquement viable : protectionnisme sélectif, contrôle des capitaux, arraisonement politique des banques, autant de choses parfaitement réalisables pourvu qu'on le veuille. » Et je lui répondais : Qu'est ce qui est critiquable dans cette citation ? Pas le moins du monde les trois niveaux de transformations structurelles proposées. Ce qui fait problème, c'est « l'évidence », l'« immédiatement disponible », le « déjà là », c'est-à-dire supposer le problème résolu puisque l'auteur a affirmé auparavant que la mondialisation avait construit un « univers libre de toute force politique souveraine » dans lequel régnait le « surtout pas d'État ». Le « moyennant évidemment » les transformations structurelles apparaît au mieux comme une litote. »

¹¹ Dans « La vraie nature de l'internationalisme » (*Libération*, 24 avril 2014), Cédric Durand, Razmig Keucheyan et Stathis Kouvelakis montrent bien cette internationale du capital, mais, curieusement, proposent de se « rabattre sur l'échelon national » ; certes, ils ajoutent que « ils décideront, dans le meilleur des cas, ensemble des politiques alternatives à mettre en œuvre pour organiser un autre type d'intégration ». La faille de cette stratégie est de poser le repli national comme un préalable, la nouvelle intégration venant peut-être, « dans le meilleur des cas », ensuite.

accomplies sans tarder, les chances de faire éclater une crise institutionnelle dans l'UEM et dans l'UE seraient bien meilleures.

Cette crise est nécessaire, mais un pays parmi les Vingt-huit ou les Dix-huit, même grand, ne peut y réussir seul. En ne prenant pas de mesures non coopératives, comme une dévaluation unilatérale, une possibilité d'accord entre quelques pays particulièrement touchés pourrait s'ouvrir, afin d'enfreindre les interdits des traités européens : réquisition des banques centrales de ces pays pour émettre des euros ou des « nouveaux euros » ; possibilité pour elles de prêter directement aux États et dans tous les cas de garantir leurs autres emprunts, conditions pour créer des obligations publiques communes ; refus de siéger dans les instances européennes tant que la révision des traités n'est pas mise à l'ordre du jour.

Les questions politiques n'étant pas évitées, tout l'arsenal économique alternatif au néolibéralisme pourrait alors être utilisé, dans des scénarios variant selon les rapports de force établis.

Deux situations pourraient être envisagées. La première est celle d'un « nouvel euro » unique des pays qui coopéreraient. Ce n'est pas le plus souhaitable si ces pays ne sont pas de niveau de développement comparable. La seconde est celle d'un euro commun à ces pays pour les conversions dans les autres monnaies, avec des déclinaisons nationales pour les usages internes à chacun. Dans ce cas, la conversion entre les nouveaux euros nationaux ne devrait se faire qu'entre ces banques centrales, à l'exclusion de tout autre marché. Chaque banque centrale serait habilitée à refinancer les banques domiciliées dans son pays et à prêter à son État. La sortie de l'euro actuel ne serait donc pas un préalable, mais l'aboutissement d'un processus collectif ou bien une menace mise à exécution en cas d'impossibilité de négocier.

Au total, l'illusion du souverainisme dit de gauche est de croire que le repli sur des intérêts nationaux gommerait la lutte de classes qui s'est exacerbée pour l'accaparement des richesses et du pouvoir au fur et à mesure de l'approfondissement de la financiarisation du capitalisme, autre nom du néolibéralisme, et de la crise qui s'en est suivie. Ainsi, ce sont moins les produits « chinois » qui sapent nos économies que les produits fabriqués par des multinationales en Chine ou ailleurs. Plus grave encore, tant que les partisans de gauche de la sortie de l'euro feront de celle-ci un préalable, voire auront comme seul projet politique un projet national, il sera très difficile pour le citoyen de distinguer leur stratégie de celle du Front national. Et cela en dépit des dénégations brillamment formulées comme d'habitude par Frédéric Lordon qui croit se tirer de cette difficulté en ironisant : « les européistes de gauche avaient (je l'espère) voté "non" au TCE en 2005 et, ainsi, déjà mêlé leurs voix à celles du FN ». Justement, en 2005, la victoire du "non" fut acquise sur la base d'un refus, mais malheureusement pas sur celle d'un projet. Avec le recul, ce fut d'ailleurs la faille à laquelle nous n'accordâmes pas suffisamment d'attention, tellement la victoire nous parut belle : nous payons aujourd'hui l'absence de projet européen alternatif. La forfaiture de Sarkozy avec le Traité de Lisbonne n'en fut que plus aisée.

En résumé : faire éclater l'euro, oui, mais pas unilatéralement pour courir après une chimère : la croissance dans un seul pays, comme autrefois certains croyaient au socialisme dans un seul pays.